



N° 2024 -BU-016

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-quatre, le Jeudi 8 février, à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, David BONGARD, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MULOT, Pierre TISSIER-MARLOT, Dominique STRIESKA, Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER, Michel MARIE, Jean-Paul LAMBOURG

Absents excusés : Jean-Christophe SAVE

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS

Secrétaire de séance : Michel MARIE

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 12
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 12

Urbanisme : Adhésion à Géosieeen

N° 2024-BU-016

M. Michel MARIE, Vice-Président en charge de l'urbanisme, explique que la CCBLM disposait d'un accès à GéoSieeen le logiciel de suivi cartographique du SIEEEN depuis plusieurs années. Le précédent contrat s'est terminé le 28 février 2023. Il nous est donc proposé un nouveau contrat, à compter du 1^{er} mars 2023 et pour une durée de 4 ans.

Ce logiciel permet de sortir les plans, les surfaces, et les données nécessaires au traitement des déclarations d'intention d'aliéner, aux réflexions sur les évolutions des documents d'urbanisme. Les services du pôle développement, ainsi que le service assainissement y ont aussi accès, de même que les agents de recouvrement REOM, afin de comparer les données.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président à signer le contrat d'accès à ce service pour un montant de 4 065,60 €TTC/an.

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240208-2024_BU_016-DE



**Le Secrétaire de Séance,
Michel MARIE.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 8 Février 2024**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**

Abonnement et assistance à l'utilisation de la plate-forme de consultation de données géographiques GéoSIEEN

- Assistance téléphonique
- Traitement des mises à jour
- Intervention sur site
- Base de données techniques
- selon descriptif pages suivantes

ENTRE :

SIEEN
7 Place de la République
CS 10042
58027 NEVERS Cedex

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240208-2024_BU_016-DE



Représentée par Monsieur Guy HOURCABIE, Président

Ci-après dénommée : SIEEN ou le syndicat

ET :

Nom de la collectivité : Communauté de communes Bazois Loire Morvan
Adresse : 11 place Lafayette

Code postal – Ville : 58290 MOULINS-ENGILBERT

E-mail : contact@bazoisloiremorvan.fr

Représentée par Monsieur Serge CAILLOT en sa qualité de Président

Ci-après dénommée : La collectivité

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations d'abonnement et d'assistance à l'utilisation d'une plate-forme de consultation de données géographiques mise à disposition par le Syndicat.

ARTICLE 2 - CONDITIONS PREALABLES

La collectivité souscrivant un contrat d'abonnement et d'assistance doit au préalable avoir effectué une déclaration de « décision d'autorisation unique » auprès des services de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).

Pour bénéficier des services d'assistance proposés, la collectivité reconnaît que (les) l'utilisateur(s), dont le(s) nom(s) figure(nt) sur l'annexe du présent contrat, a(ont) suivi la formation appropriée et attestée par le syndicat et possède une expérience suffisante du matériel.

Le présent contrat est conclu pour l'utilisation du progiciel de consultation de données géographiques géré par le Syndicat.

ARTICLE 3 - DATE ET DUREE D'EFFET

Le contrat prend effet à la date d'effet indiquée sur l'annexe. Il est conclu et accepté pour une durée de quatre années.

Au terme des quatre années, le SIEEN n'assurera plus les prestations. Cependant, la collectivité aura la possibilité de souscrire un nouveau contrat, aux conditions du moment fixées par le comité syndical.

ARTICLE 4 - COUT ET PAIEMENT

Les prestations définies au présent contrat seront effectuées moyennant des frais de mise à disposition et une redevance annuelle de base définis en annexe, facturée à terme à échoir.

Toute décision de modification du régime de taxation prise par le Ministère des Finances survenant au cours du contrat sera automatiquement appliquée lors de la facturation suivant cette décision.

Tous les impôts et taxes applicables au jour de la facturation sont à la charge de la collectivité. Le paiement s'effectuera à réception de la facture, nette et sans escompte.

En cas de dénonciation du contrat, la redevance reste due dans sa totalité.

A défaut de paiement, le syndicat se réserve le droit de suspendre immédiatement tous services. Ceci ne préjuge en rien du droit du syndicat de poursuivre le recouvrement intégral des sommes dues.

En cas de retard de paiement, toutes sommes dues, même à terme, deviendront de plein droit et immédiatement exigibles. Elles porteront intérêt au taux de base bancaire majoré de 6 points, applicable au premier jour de chaque mois de retard augmenté des taxes légales ; le tout dans la limite de la législation applicable en ce domaine.

ARTICLE 5 - REVISION DE PRIX

Le montant de la redevance est révisable chaque année selon l'évolution de l'indice Syntec publié mensuellement et reconnu par le Ministère de l'Economie et des Finances depuis le 11.03.1974, selon la formule :

$$Rm = (Ro / Io) * Im$$

Rm = montant de la nouvelle année

Ro = montant révisé de l'année précédente,

Io = indice Syntec du mois de juillet de l'année n-2,

Im = indice Syntec du mois de juillet de l'année n-1,

n = année en cours.

ARTICLE 6 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile

- SIEEN en son siège sus-indiqué

- La collectivité en son siège sus-indiqué

Toute difficulté relative à l'application du présent contrat d'assistance, sera soumise, à défaut d'accord amiable, au tribunal administratif de Dijon dont dépend le siège social du syndicat, auquel est attribué compétence territoriale, quel que soit le lieu d'utilisation du logiciel.

Il est expressément convenu que la responsabilité maximale du syndicat pour toute cause quelle qu'elle soit ne pourra être supérieure à la valeur de remplacement des progiciels fournis par le SIEEN et objets du litige.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITE - SECURITE

La collectivité s'engage à donner au syndicat tous les moyens d'accomplir sa mission en veillant, en particulier, aux possibilités d'accès aux matériels et logiciels et à la présence des personnels affectés aux postes concernés par l'intervention.

Dans le cas contraire, la prestation restera due, mais le déplacement inutile sera facturé par le syndicat aux conditions du moment fixées par le comité syndical.

La collectivité s'engage également à informer le syndicat dans les meilleurs délais de toute modification apportée à la configuration matérielle agréée par lui.

La garantie du présent contrat ne couvre pas les incidents et dysfonctionnements dus à l'utilisation de matériels ne correspondant pas aux spécifications référencées pour l'exploitation de cette plate-forme. Ces spécifications peuvent être obtenues en faisant valider par le syndicat le bon de commande de matériel ou les devis transmis par la collectivité ou son fournisseur.

ARTICLE 8 - CESSION DU CONTRAT

Le présent contrat, après son acceptation par la collectivité ne pourra en aucun cas être cédé sans le consentement du SIEEN.

ARTICLE 9 - FORCE MAJEURE

Les obligations des parties seront suspendues en cas d'événements de force majeure.

De manière expresse, sont considérés par les parties comme cas de force majeure - outre ceux

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240208-2024_BU_016-DE

S²LO

De manière expresse, sont considérés par les parties comme cas de force majeure - outre ceux habituellement retenus par le Code Civil et la jurisprudence des Cours - les incendies, inondations, tempêtes et foudre, interruptions ou retards des moyens de transports, grèves ou tous les événements imprévisibles, irrésistibles et indépendants de la volonté des parties.

Dans de tels cas, l'exécution des obligations de la partie empêchée est alors suspendue et reportée d'une période au moins égale à celle de la suspension due à cette cause.

ARTICLE 10 - PRESTATIONS D'ASSISTANCE

Dans le cadre du présent contrat, le syndicat s'engage à fournir diverses prestations dont le contenu est précisé ci-après :

Assistance téléphonique :

L'assistance téléphonique fournit une réponse à toutes les questions ponctuelles de la collectivité se rapportant à la plate-forme de consultation de données géographiques du Syndicat.

Les techniciens du service SITEC apporteront des conseils d'utilisation, aideront à identifier les problèmes et fourniront le cas échéant des correctifs.

L'assistance se fait par appel au numéro communiqué par le syndicat à la collectivité, selon des horaires précisés en annexe.

En dehors de ces heures et jours, un répondeur enregistre la demande. La collectivité est rappelée par le service SITEC dans un délai de 8 heures ouvrées, en fonction des horaires d'ouverture de la mairie tels que ceux-ci ont été indiqués par la collectivité sur son message.

En cas de recherches complémentaires nécessaires, la collectivité en est avisée par le service SITEC.

Un état récapitulatif des appels reçus peut être adressé à la collectivité sur simple demande.

Traitement de fichiers :

Ce service porte sur le traitement par correspondance de fichiers de données géographiques endommagées de manière accidentelle et non-irréversible.

Ce service porte également sur la mise à jour annuelle des données cadastrales, tant graphique qu'attributaires (fichiers littéraux) ainsi que des données mises à disposition auprès des collectivités par les partenaires signataires de la convention de base de données territoriales établie dans le cadre de la numérisation des plans cadastraux.

Intervention curative sur site

Dans le cas où une assistance téléphonique et/ou l'envoi d'un correctif ne sont pas suffisants, la collectivité pourra faire appel à une assistance sur site. Si cette assistance sur place est nécessaire, le technicien agréé interviendra sur le site dans les 24 heures ouvrées.

Une fois sur place, le technicien agréé travaillera à la résolution du problème et mettra éventuellement en place une solution temporaire et transitoire qui permette à la collectivité de continuer à utiliser la plate-forme de consultation de données géographiques.

Si le syndicat détermine que la cause du problème ne réside pas dans la plate-forme de consultation de données géographiques, les services seront facturés au temps passé augmenté des frais de déplacement.

Ce type d'intervention n'a pas pour but de suppléer l'absence de formation des agents de la collectivité. Les interventions d'assistance sur site ont pour origine exclusive la plate-forme de consultation de données géographiques gérée par le Syndicat. Elles ne sauraient s'étendre aux logiciels installés par d'autres pour lesquels la responsabilité du syndicat ne saurait être engagée.

Sont exclues du présent contrat et donneront lieu à une facturation séparée, les interventions sur site dues à une négligence, une faute volontaire ou une malveillance de la part du personnel utilisateur comme des tiers extérieurs. Il en est de même pour un sinistre normalement couvert par une police d'assurance.

Base de données techniques

a. Rapports

Si la collectivité constate dans la plate-forme de consultation de données géographiques ou dans les mises à jour l'existence d'une anomalie, il le formulera sur un document écrit qui sera transmis au service SITEC. Le responsable du service informera la collectivité des suites qui y seront données. Dans l'intervalle, le syndicat pourra préconiser une solution transitoire.

La collectivité qui souhaite des évolutions ou adaptations utilisera également la même procédure. Ces rapports et fiches, après analyse, sont soumis régulièrement à l'avis d'un comité technique qui décide des suites à donner à chaque remarque ou demande (prise en compte pour les mises à jour ultérieures).

b. Mises à jour logiciels

Les mises à jour contenant l'ensemble des améliorations développées sur la plate-forme de consultation de données géographiques sont fournies aux collectivités dans le cadre du contrat de maintenance.

c. Fiches techniques

Des fiches techniques recensant les modifications apportées, anomalies, astuces, évolutions... sont mises à la disposition des utilisateurs.

ARTICLE 11 - LIMITES DES PRESTATIONS

Ces prestations portent exclusivement sur la plate-forme de consultation de données gérée par le Syndicat, à l'exclusion de tout autre progiciel.

La collectivité est seule responsable de la compatibilité des produits non référencés par le Syndicat avec la plate-forme de consultation de données géographiques couverte par le contrat.

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240208-2024_BU_016-DE



Si, de l'avis du syndicat, l'exécution des services d'assistance est rendue difficile ou impossible du fait d'un produit non référencé, le syndicat en avertira la collectivité qui retirera temporairement le produit en cause pour permettre l'exécution de la prestation.

Si des prestations sont effectuées en raison d'un problème causé par un produit non référencé, le syndicat facturera la collectivité au temps passé pour traiter cette difficulté supplémentaire, augmenté des frais de déplacement.

Récupération de données

La collectivité est seule propriétaire et seule responsable des données.

Les prestations de récupération de données corrompues ne sont pas couvertes par le présent contrat. La collectivité qui demanderait au syndicat de récupérer pour lui des données sera facturée selon devis préalable.

Le Syndicat assure la sauvegarde des données qu'il héberge. Les données restaurées seront celles de la sauvegarde la plus proche de la date de corruption.

ARTICLE 12 - MODIFICATION PAR TRANSMISSION D'UNE NOUVELLE ANNEXE

Les modifications apportées dans la liste des utilisateurs, des produits ou des services, en cours de contrat, feront l'objet de l'envoi d'une nouvelle annexe qui sera soumise à approbation par la collectivité.

Celles-ci peuvent être d'ordre technique et être rendues nécessaires par une extension du périmètre des prestations décrites à l'article 10.

Elles peuvent être d'ordre financier dans l'hypothèse où la péréquation tarifaire telle qu'elle est calculée à ce jour ne puisse permettre d'atteindre les objectifs d'équilibre du coût du service, selon la décision du comité syndical.

Fait à NEVERS en deux exemplaires originaux le 31 janvier 2023.

ARTICLE 13 - RESILIATION

En cas de non-respect par la collectivité de l'une des clauses de ce contrat et notamment, à défaut du paiement d'une seule des sommes dues à l'échéance convenue, le SIEEN pourra résilier le contrat et ce, sous huit jours après une simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240208-2024_BU_016-DE

S²LO

Le SIEEN*

Pour le Président du SIEEN
et par délégation
La Directrice


Charlotte BERNARD

Signature et cachet de l'organisme



LA COLLECTIVITE*

Le Président


Serge CAILLOT

Signature et cachet de l'organisme



(*) Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé » et parapher chaque page du contrat.

Abonnement et assistance à l'utilisation de la plate-forme de consultation de données géographiques GéoSIEEEN

CLIENT :

Nom de la collectivité : Communauté de communes Bazois Loire Morvan

Adresse : 11 place Lafayette

Code postal - Ville : 58290 MOULINS-ENGILBERT

UTILISATEURS (personnes référentes sur les produits faisant l'objet du présent contrat. Indiquer notamment le/la secrétaire de Mairie) :

PRESTATIONS COUVERTES PAR LE CONTRAT :

L'ensemble des prestations couvertes par le contrat est défini à l'article 11.

HORAIRES ET CONTACT DE L'ASSISTANCE TELEPHONIQUE (modifiables) :

L'assistance téléphonique est disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 par :

- Téléphone : 03 86 59 76 90
- Courriel : service.tic@sieeen.fr
- Fax : 03 86 59 76 99

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240208-2024_BU_016-DE

